



Communiqué de presse

Face à la crise politique, la FSU s'engage pour porter des alternatives de justice et de progrès social

La crise politique entre dans une nouvelle phase après la démission du Premier ministre et de son gouvernement nommés pour mener la même politique hostile au monde du travail. Cet épisode ne peut que renforcer la crise de confiance dans les institutions et la démocratie. La FSU alerte solennellement : c'est l'extrême droite qui, une nouvelle fois, peut tirer profit de cette crise en se nourrissant du désespoir social et politique né de 7 ans de macronisme. Raciste et xénophobe par nature, l'extrême-droite attise les divisions qui peuvent exister dans le monde du travail pour privilégier les intérêts du patronat. Elle s'oppose à la conception que promeut la FSU d'un service public fort, fondé sur l'égalité et la solidarité. La FSU réaffirme avec force sa détermination à poursuivre et amplifier ses mobilisations syndicales pour l'empêcher de parvenir au pouvoir et porter un autre projet résolument orienté vers les aspirations du monde du travail.

La FSU exige une rupture claire avec les politiques économiques, sociales et environnementales. Un changement de méthode est aussi nécessaire. Passage en force sur la réforme des retraites, mépris pour les mobilisations, promulgation de la loi Duplomb contre une immense mobilisation citoyenne, absence de réponses aux mobilisations des dernières semaines contre l'austérité, répression policière des manifestations... Emmanuel Macron, par une pratique verticale du pouvoir et en ignorant délibérément les organisations syndicales, a aussi fragilisé la démocratie sociale, aggravant de fait la crise démocratique.

L'action résolue de la FSU, avec l'intersyndicale interprofessionnelle, a permis de porter haut et fort la voix et les exigences des agent.es de la fonction publique. Depuis le mois de juillet, la mobilisation des travailleur.es, actif.ves et retraité.es, étudiant.es, jeunes, a permis d'imposer la justice sociale, fiscale et environnementale au centre du débat public et de gagner la bataille des idées sur la question du partage des richesses. Forte de cette dynamique, de la confiance des personnels et du soutien de l'opinion publique, forte aussi de son implantation dans des secteurs clefs des services publics, la FSU entend assumer toutes ses responsabilités dans la séquence de crise politique et institutionnelle pour faire valoir les intérêts du monde du travail. Elle s'engage pour porter des alternatives de justice et de progrès social partout sur les lieux de travail comme dans des initiatives publiques.

Elle appelle chacun et chacune à s'engager pour :

- faire la démonstration de la nécessité de services publics forts, capables de répondre aux défis des besoins de la population, d'une protection sociale de haut niveau, d'une juste rémunération du travail
- convaincre que d'autres choix de financement sont possibles par un autre partage des richesses, la fin des cadeaux fiscaux aux plus riches et une réforme fiscale juste et solidaire
- prendre des initiatives pour construire des mobilisations dans des cadres intersyndicaux larges et rassembleurs et avec les autres forces du mouvement social, associatif et citoyen
- dénoncer et déconstruire l'imposture du discours d'extrême droite qui, en plus d'un racisme largement ancré, se développe sur la misère, le sentiment d'abandon et d'injustice
- peser pour que s'imposent des alternatives politiques capables de répondre aux aspirations du monde du travail, de préserver l'Etat de droit et les libertés fondamentales

Elle s'adresse à l'ensemble de ses partenaires pour construire ces dynamiques dans l'unité.

Bagnolet, le 7 octobre 2025